

LIBYE

CHRONIQUE POLITIQUE

Moncef OUANNES

L'année 1998 s'est caractérisée par des affrontements continus avec les « islamistes », en Cyrénaïque, et par un lent remodelage du paysage politique préparant le pays à un éventuel règlement de l'affaire Lockerbie. Elle a été également marquée par la nette volonté du régime de se réinsérer dans l'ordre mondial en se pliant aux exigences américano-britanniques. Après deux ans de tergiversations et d'hésitations, le régime a initié en 1998 un virage politique et a lentement entamé un démantèlement des structures et des institutions « révolutionnaires », tout en continuant de s'attaquer de front aux « islamistes ».

Marginalisation des Comités révolutionnaires et création des Commandements populaires et sociaux (CPS)

Les raisons de la création des Commandements populaires et sociaux

Les Comités révolutionnaires (CR) connus pour leur arbitraire et impliqués dans des actes de violence contre les populations ont été progressivement marginalisés. Le régime libyen, bien que n'ayant pas éliminé officiellement les CR, a mis en place au début de l'année 1998, une nouvelle structure d'encadrement de la population : les Commandements populaires et sociaux (CPS) *al-Qiyadat al-Sha`biyya wa al-Ijtima'iyya*. Le colonel Kadhafi avait déjà annoncé en avril 1996, dans l'un de ses discours, la création de cette nouvelle forme d'institutions. Par ailleurs, le fait que depuis 1996 l'Association pour l'appel à l'Islam (*Jama`at al-Da`wa al-Islamiyya*), dirigée par Mohamed Ahmed El-Chérif, exerce au niveau du continent africain les fonctions des CR est également révélateur de leur marginalisation.

Les CPS. disposent d'un Commandement central, *Qiyada markaziyya*, dont le siège est à Tripoli et de Commandements locaux *Qiyadat mahalliyya* implantés dans toutes les régions¹. Ces derniers sont formés essentiellement de chefs de tribus, de personnalités influentes à l'échelle locale, de dignitaires, de militaires hauts-gradés (on peut citer à titre d'exemple le général Youssef Ahmed Bouhyar)², d'individus n'ayant pas précédemment participé au pouvoir, d'« islamistes » repentis tel que Mahmoud Hitki³. et surtout d'hommes

1. Voir le journal *Chems* n° 1360 et 1496 du 28 janvier 1977 et du 7 août 1998.

2. Youssef Ahmed Bouhyar est une personne respectée au sein de sa tribu à Zliten ; c'est pour cette raison qu'il fut proposé comme responsable du CPS dans sa région.

3. Mahmoud Hitki, ancien journaliste d'*al-Ra'id*, a été l'un des fondateurs en 1962 des Frères Musulmans libyens. En 1970 il a renié son engagement précédent et a décidé de rejoindre les Comités révolutionnaires. Il est actuellement responsable du CPS à Tripoli.

de confiance du Guide de la Révolution. Les membres cette élite constituent des relais efficaces entre le colonel Kadhafi et les tribus. A ce propos, l'on peut évoquer le cas de Rejeb Zarrouq, ministre de l'économie pendant de nombreuses années, qui représente Kadhafi auprès des tribus de Misrata.

Ces CPS ont pour objectif d'inciter les tribus d'une même région à se regrouper, pour éviter toute velléité d'opposition et remettre aux autorités ceux qui oseraient s'inscrire dans une logique de contestation. C'est toujours dans une perspective d'encadrement des populations, notamment des jeunes, que les autorités libyennes ont décidé de créer, à Benghazi, Misrata et Derna, des « clubs tribaux » (« Nawadi Qabaliyya »). Ces derniers sont également là pour identifier leurs besoins, renforcer leurs liens avec leurs tribus d'origine. Il est question aujourd'hui que cette expérience s'étende à d'autres régions du pays.

Les CPS sont également censés inciter les Comités populaires (CP) à exercer le pouvoir, à élire leurs membres et à les sanctionner au cas où ils hésiteraient à appliquer tant les lois en vigueur que les directives du Guide de la Révolution (Cela consiste à priver les fautifs d'eau d'électricité, de services de santé, d'école et de ressources financières⁴. Les CPS tentent également de mobiliser les habitants pour assister aux réunions des CP et surtout aux campagnes « d'élection »⁵ (*tas'id*). Entre autres fonctions, les CPS doivent contrôler l'application des décisions du Congrès général du Peuple (l'équivalent d'un Parlement) et évaluer l'action du Comité populaire général (l'équivalent du gouvernement), ainsi que la situation économique dans les régions relevant de leur compétence. Ils doivent faire preuve d'organisation, d'efficacité, de rigueur et de discipline pour quadriller au mieux les populations. C'est pourquoi dans la rhétorique du Guide de la Révolution, les CPS constitue « l'instance suprême de contrôle qui renforce le pouvoir des masses ». Dans les directives adressées par Kadhafi aux coordinateurs des CPS, il est précisé que « le CPS, se situe au-dessus de toutes les structures. Il est là pour renforcer le pouvoir des masses. C'est l'institution qui chapeaute le Congrès général du Peuple et le Comité populaire général ». Il ajoute plus loin : « Cependant, le CPS n'est pas un succédané du Congrès populaire de base. Il le contrôle, l'incite et l'oriente. Il en fait autant avec les Comités révolutionnaires ». Apostrophant les coordinateurs, il leur précise « vous exercez également le contrôle de toutes les activités économiques et vous prenez d'un commun accord avec le Comité populaire général (...) les mesures appropriées »⁶.

En résumé, on peut dire que les CPS s'inscrivent dans la stratégie définie par le régime et qui vise à constituer un front national tribal afin de contrôler, par le biais des chefs de tribus, « les éléments irresponsables », pour reprendre la terminologie officielle. Cette réinvention des tribus « makhzénienne » peut être comparée à la stratégie de l'empire ottoman qui,

4. Document officiel dactylographié envoyé par Kadhafi aux CPS Il nous a été remis par le coordinateur général des CPS.

5. En fait la cooptation de personnalités parrainées par le pouvoir.

6. Directives du colonel Kadhafi, traduites par l'auteur.

après avoir déposé la dynastie des Caramanli en 1835, mit en place un système dans lequel le représentant de la « Sublime Porte » déléguait une partie de son pouvoir à de puissantes tribus, telles que les M'hamid. Mais ce retour en force du « tribalisme » (entendu comme l'utilisation des « tribus » dans le système politique libyen) n'est-il pas la preuve de l'échec de la modernisation « révolutionnaire », ainsi que de l'absence d'institutions efficaces et capables d'encadrer la société et de mobiliser les individus?

Les CR et les CPS : éléments d'une analyse comparative

Les CR, outre le fait qu'ils quadrillaient le pays, avaient pour objectif d'inculquer la foi révolutionnaire dans le cœur des populations, d'encourager « l'avènement du peuple en armes » et surtout d'étouffer dans l'œuf toute tentative contre-révolutionnaires⁷. Les CR constituaient une machine de guerre lancée contre l'opposition (« les chiens errants » pour reprendre la terminologie du colonel Kadhafi) et l'intelligentsia autonome et contestataire. Cette mission « révolutionnaire » leur laissait une grande autonomie et leur donnait le pouvoir de contrôler les différentes activités politique, sociale et économique du pays.

A la différence des CR dont les membres étaient âgés de 18 à 35 ans, les Commandements populaires et sociaux recrutent dans des classes d'âges supérieures à 40 ans. On y trouve des « anciens » respectés au sein de leurs tribus et estimés à l'échelle de leur région. Comme nous l'avons vu plus haut, leur rôle est de maintenir le contact et le dialogue entre le colonel Kadhafi et les tribus. Les CR, tout comme les CPS, recrutent des inconditionnels du régime. Cependant, les Commandements populaires et sociaux, à la différence des CR qui avaient pour cible l'ensemble des couches de la société, ne s'adressent qu'aux chefs de tribus et aux responsables régionaux.

Affrontements avec les « islamistes »

Kadhafi a dû faire face à une tentative d'assassinat à Sidi Khelifa (en territoire libyen) alors qu'il se rendait en Égypte. Sa voiture fut la cible d'un tir nourri, alors qu'il se préparait, le soir du 31 mai 1998, à entrer, sur le territoire égyptien, pour une visite officielle de dix jour. Le Mouvement Islamique des Martyrs (*Harakat al-Shuhada' al-Islamiyya*), branche armée du Groupe Islamique Combattant (*al-Jama'a al-Islamiyya al-Muqatila*) (GIC), allait revendiqué sur-le-champ cette action, auprès du journal *Al Hayat*⁸. Rappelons que ce quotidien a toujours accepté, à la différence des autres journaux arabes publiés à Londres, de faire paraître leurs communiqués.

La mort de Zadma

Les enquêtes menées deux jours après l'attentat, bien que ne rejetant pas la piste islamiste, mirent en cause la personne du capitaine Abdelssalam

7. *Al-Fajr al-Jadid*, 10 avril 1979.

8. *Al Hayat*, 14 juin 1998.

Zadma⁹, chef de la garde rapproché du colonel Kadhafi et responsable de sa sécurité personnelle durant ce déplacement

En effet, il était l'un des rares responsables à connaître la voiture utilisée par le Guide de la Révolution, information très confidentielle. Aussi n'est-il guère surprenant de voir, le 15 juillet 1998, disparaître le capitaine Zadma, événement qui provoqua la colère de sa « tribu », les Ouled Souleymane¹⁰.

Un mois avant la « mort » d'Abdessalam Zadma, un officier haut-gradé de l'armée et proche parent de Kadhafi avait, d'ailleurs, écrit dans le mensuel *La (Non)* un article prémonitoire de la disgrâce du chef de la garde rapproché du colonel Kadhafi pour « dénoncer » les chantages quotidiens auxquels ils soumettaient les simples citoyens ayant choisi de se rendre en bateau à Malte ou vers d'autres destinations. L'auteur y accusait Zadma – connu dans les milieux des services de sécurité sous le pseudonyme « d'El-Hajj » – et ses sbires, de tous les maux : « C'est lui qui a le dernier mot au moment de l'embarquement des passagers. Bien que n'ayant officiellement aucune autorité sur le port, en réalité il le dirige. Il peut procéder ainsi, parce qu'il est, aux yeux des fonctionnaires de l'institution, un homme d'État et un décideur politique important. Les paroles et les ordres (...) d'El-Hajj sont écoutés et appliqués à la lettre. Il est le seul en mesure, d'empêcher les personnes désirant voyager de quitter le port, Il peut également les emprisonner et les faire libérer. Il peut faire sanctionner toute personne capable de s'opposer à ses intérêts »¹¹.

Il convient de signaler que l'élimination de Zadma était souhaitée depuis des années par les fils du colonel Kadhafi, notamment par Saadi. En effet, à la suite d'un conflit d'intérêts économiques, ce dernier, au cours du mois d'avril 1995, s'opposa violemment à Zadma par milices interposées. L'élimination tragique de Zadma, homme réputé d'une rare violence, outre le fait qu'elle provoqua d'abondants commentaires sur les causes de sa mort, suscita un profond soulagement parmi les populations.

Les affrontements armés avec les « islamistes »

L'attentat du 31 mai a également contribué à soulever à nouveau la question de l'opposition islamiste armée et des Afghans libyens, jeunes soldats de l'armée partis faire la guerre en Afghanistan, au nom du *djihad*. Rappelons que, lors de l'attentat de Sidi Khelifa, l'imposante escorte du colonel Kadhafi dut essuyer le feu nourri de tireurs embusqués. L'accrochage entre la Garde

9. Zadma est l'un des rares militaires pouvait faire le relais entre la tribu des Guedadfa et celle de Warfalla. Si son père est originaire de Syrte, sa mère est une Warfalla. Après un passage par les Comités révolutionnaires, il se consacra à la chasse de l'opposition de la diaspora (« les chiens errants »). Il fut même impliqué dans l'affaire du meurtre d'un policier anglais et expulsé de la Grande-Bretagne. Zadma a fait deux séjours en prison, avant de rejoindre la mairie de Tripoli pour se consacrer par la suite à la direction de la garde prétorienne de Kadhafi (la Garde Révolutionnaire Verte). N'hésitant à commettre des actes d'une violence inouïe, il a osé plusieurs fois, humilier des proches du colonel Kadhafi, tels que le colonel Souleymene Chou'ayb le second beau-frère du guide de la révolution. Ces « erreurs » ont scellé son sort.

10. Nous avons pu le constater de visu lors d'un voyage d'étude mené en Libye. En effet, sa tribu de Zadma voulut, à tout prix, ouvrir son cercueil.

11. Voir le mensuel *La (Non)* n° 173 du mois de juin 1998, p. 21.

Révolutionnaire Verte et les assaillants dura plus de dix minutes, blessant le colonel Kadhafi au coude et provoquant trois morts au sein de sa garde rapprochée. L'attaque fut revendiquée par le GIC et le Mouvement Islamique des Martyrs, organisations principalement composées d'environ 400 Afghans libyens, qui ont été après leur retour exclus de l'armée. Opérant dans la région de Benghazi, ils se sont illustrés dans les années quatre-vingt-dix par des attaques armées, des assassinats et des attentats contre des représentants du régime et des officiers de police.

Le 7 avril¹² 1998, jour de l'Aïd, le GIC attaqua une caserne militaire à Benghazi et s'empara une grande quantité d'armes. A la suite de cette opération, Kadhafi dut se déplacer, accompagné des divers dirigeants des services de sécurité et de l'armée, pour superviser enquêtes et ratissages. Cependant, seule une petite quantité d'armes put être récupérée. Par ailleurs, des enquêtes mirent en évidence l'existence, outre le GIC et le Mouvement Islamique des Martyrs, d'une branche des Frères Musulmans, organisation considérée comme ayant disparu à la suite des répressions de 1973 et de 1980. Les investigations montrèrent également que la nouvelle organisation des Frères Musulmans était implantée à l'Université de Benghazi, longtemps dominée par les « étudiants révolutionnaires », et recrutait parmi les universitaires, les médecins et les ingénieurs. Les services de sécurité procédèrent alors à l'arrestation d'une dizaine de jeunes universitaires¹³.

« La surprise » du régime fut grande, quand il découvrit que le coordinateur de l'organisation n'était autre qu'Abdellah Chamiiya (originaire de Benghazi et professeur d'université). En effet, les services de sécurité liés à la personne du Guide avaient soufflé son nom à Kadhafi, pour le poste de secrétaire du Comité populaire général à la recherche scientifique (en fait ministre de la recherche scientifique). Il est vrai qu'Abdellah Chamiiya cumulait deux avantages : il était à la fois originaire de Benghazi et issu d'une grande famille. Mais il convient de préciser que l'arrestation des membres de cette organisation pourrait très bien soulever dans l'avenir une vague de mécontentement en Cyrénaïque, fortement hostile à la politique économique et sociale du régime.

Pour faire face aux « islamistes », Kadhafi a décidé en 1998 de créer une structure sécuritaire appropriée dans la lutte contre les « Zanadiqa » (athées) c'est ainsi que le Guide de la Révolution désigne les adeptes de l'islam politique) appuyée dans son action par un centre de documentation et de recherche sur l'islamisme armé. En se présentant comme un adversaire de l'islamisme, Kadhafi veut montrer aux Américains qu'il est un rempart crédible contre la prise du pouvoir par les « islamistes ». En procédant ainsi, il souhaite créer les conditions du dialogue avec les Etats-Unis et faciliter ainsi la levée de l'embargo.

12. Le 7 avril est une date éminemment symbolique. Elle fait référence aux manifestations étudiantes du 7 avril 1976. Celles-ci furent réprimées violemment par le régime du colonel Kadhafi.

13. Tarek Bouzriba, Saleh Chamek, Abdellatif Karmouss, Soulaymène Fayedh, Rejeb Khattrouche, Khaled Chou'aybe, Khaled Hachmi, Djemal Mejri, Ali El-Houni, Faouzi Winnis El-Kadhafi (fils du dernier Premier Ministre sous la Monarchie). Pour de plus amples informations, voir le journal *Al-Qods*, du 20-06-1998, p. 2.

La Libye et l'embargo international

L'heure est à l'optimisme en Libye. Les officiels libyens croient pouvoir déceler les indices de la fin imminente de l'embargo. Cependant, l'attitude occidentale à ce propos demeure inchangée, surtout celles des États-Unis et de la Grande-Bretagne, qui exigent que les deux suspects libyens accusés d'être à l'origine de l'explosion de l'avion de la « Pan Am » dans le ciel de Lockerbie en 1988 soient jugés avant le règlement de l'affaire. De son côté, la France, tout en s'abstenant d'appeler directement à la levée de l'embargo, se démarque de la position anglo-américaine (voir *infra* l'article de M. Djaziri).

En fait, la Libye n'est pas complètement isolée, à l'échelle internationale; plusieurs voix se sont élevées pour exprimer leur refus d'un embargo illimité dans le temps. Parmi les acteurs les plus critiques envers l'embargo, on trouve : les non-alignés, qui défendent les propositions libyennes stipulant le jugement des deux libyens suspects à La Haye; la Ligue des États Islamiques; l'OUA et la ligue des États arabes. Les propositions de ces organisations contribuent à renforcer la position libyenne devant les pressions anglo-américaines. De leur côté, les pays africains proposent, avec le soutien des organisations internationales évoquées ci-dessus, que les deux accusés soient jugés soit dans un pays neutre, soit au siège du Tribunal international de La Haye conformément à la législation écossaise, ou encore qu'un Tribunal spécial ad-hoc soit créé à La Haye.

De plus, la Ligue des États arabes a demandé que l'ONU allège l'embargo, en attendant la mise en œuvre « d'une solution pacifique et définitive de la crise de Lockerbie ». Elle souhaite que les aéroports des pays membres de la Ligue Arabe puissent recevoir pour des raisons humanitaires des avions libyens. Cette proposition concerne le transport de médicaments et de malades, le pèlerinage à la Mecque, le déplacement de fonctionnaires internationaux libyens ou de travailleurs immigrés en Libye. Le secrétaire général de la ligue arabe M. Ismat Abdelmajid a, à maintes reprises, réitéré ces propositions. Cependant, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a reconduit en juillet dernier les sanctions pour quatre mois supplémentaires.

Il convient de signaler que les déplacements du Colonel Kadhafi au Caire en 1996, à Niamey (Niger) en mai 1998 et à Abuja (Nigeria), le 10 juin 1997, dans son avion personnel ont créé quelques brèches dans l'embargo. Les sources officielles libyennes considèrent que les attitudes fermes exprimées par les Organisations internationales traduisent un climat tout à fait contraire à celui qui prévalait en 1992 et que la pression exercée par ces institutions est révélatrice de la victoire politique emportée par la Libye. L'attitude ferme de la Ligue Arabe est très certainement de nature à inquiéter les grandes puissances concernées par l'affaire. Par ailleurs, le refus de la France de s'associer au communiqué anglo-américain annonçant le prolongement des sanctions, est un indice positif pour la Libye.

Le désespoir de Kadhafi et la nécessaire révision de sa politique extérieure

Depuis plus d'un an, le colonel Kadhafi manifeste son désespoir. Son combat pour la réalisation de l'unité arabe a abouti à un échec cuisant. Échec

qu'il reconnaît sur un ton amer : « pendant quarante ans nous avons couru après un mirage. La nation arabe n'existe pas »¹⁴. Proférés dans le passé par autre dirigeant arabe, ces propos auraient provoqué les foudres de Kadhafi.

Allant encore plus loin dans l'expression de ses convictions, il précise : « L'appartenance au monde arabe à été nuisible pour la Libye (...) Les liens qui unissent la Libye et le monde arabe sont purement sentimentaux et ne valent donc rien ». Le lecteur a beaucoup de peine à croire que ces propos émanent de l'homme qui, dès sa prise du pouvoir, il y a trois décennies, a été toujours le défenseur acharné de l'unité arabe. Tout en évoquant l'arabité de la Libye, il rappelle l'ancrage africain de son pays : « Nous sommes arabes, mais nous avons abandonné la tente ; le destin de la Libye est en Afrique »¹⁵.

Il faut bien sûr remettre le courroux et la déception de Kadhafi dans leur contexte. Il critique les pays arabes, car ces derniers ont, selon lui, manqué de « courage », à un moment où quelques pays africains n'ont pas hésité à transgresser l'embargo décrété contre la Libye. Il ne peut qu'exprimer sa déception devant des pays arabes qui considèrent leur « abandon pour du courage, leur défaite pour une victoire et leur ennemi pour un ami ». Ce désenchantement a poussé le dirigeant libyen à prendre des initiatives tendant à renforcer la nouvelle orientation africaine de son pays. Cette situation, pourrait ouvrir la porte à une révision sereine aboutissant, non à un rejet de l'appartenance de la Libye au monde arabe, mais au dépassement des rêves irréalistes de son dirigeant.

Selon plusieurs observateurs avertis, Kadhafi semble être préoccupé par l'organisation de sa succession. Son dauphin sera sélectionné et connu d'ici la célébration du 30^e anniversaire la révolution du 1^{er} septembre 1969. Son fils aîné, Mohamed, part favori pour lui succéder. De plus, Mohamed Kadhafi, personnalité austère et disciplinée, jouit d'une grande popularité, car il s'est toujours démarqué des individus impliqués dans des affaires de corruption et ne s'est pas lancé, contrairement à bien d'autres, dans de fructueuses activités commerciales.

14. Discours de Kadhafi prononcé devant une délégation palestinienne le 1-11-1998, voir aussi son discours devant le Congrès général du peuple (Parlement le 25-12-1998).

15. *Al Wassat*, 22 novembre 1998.

CHRONOLOGIE

Janvier

24. Paris organise le procès par contumace de six soupçonnés libyens dans l'affaire de l'avion français de l'UTA.

2. Le commandant Khouildi Hamidi arrive à Tunis chargé par Kadhafi de transmettre un message au Président Zine Abiddine Ben Ali.

Le Mufti de la Syrie dénonce les complots fomentés contre la Jamahiriya.

3. Khouildi Hamidi achève sa tournée maghrébine et rentre à Paris.

5. Le secrétaire général de la Ligue arabe félicite le colonel Kadhafi du bon accueil réservé aux parlementaires arabes réunis à Tripoli lors de la 29^e session de l'Union parlementaire arabe.

6. Kadhafi assiste à la grande réunion organisée à Tripoli par les Commandements populaires et sociaux.

– Le secrétaire du Comité populaire général pour la sécurité nationale publique (ministre de l'Intérieur) en visite officielle à Tunis.

– Visite officielle en Libye de l'Ambassadeur saoudien aux Etats-Unis pour évoquer l'affaire Lockerbie.

Mars

26. L'Arabie Saoudite remet à la Libye des « islamistes » libyens (38 familles) en fuite sur son territoire.

– Le Président de l'Ouganda exige un procès équitable des deux suspects libyens.

30. L'Arabie Saoudite autorise, malgré l'embargo un avion libyen transportant des pèlerins à atterrir.

Avril

3. La Libye change tout son personnel diplomatique œuvrant au Caire.

5. Les U.S.A menacent de renforcer les sanctions pétrolières contre l'Iran et la Libye.

7. Communication téléphonique entre Kadhafi et Hosni Moubarek.

– Le Cheikh Zeyd, Président des Emirats arabes unis appelle à la levée de l'embargo imposé à la Libye.

14. La Libye entame, à Tripoli les procès d'anciens responsables américains.

– Les « islamistes » attaquent à Benghazi, des édifices officiels.

26. La Libye offre à Sierra Leone un don d'un demi milliard de dollars.

30. Un accord libano-libyen pour dynamiser les échanges économiques.

– La Grande-Bretagne s'oppose au procès des deux Libyens dans un pays neutre.

Mai

1. Visite officielle de Kadhafi à N'djaména.

– L'Allemagne œuvre pour un dialogue direct entre l'Union européenne et la Libye.

2. Kadhafi en visite officielle au Tchad.

4. Kadhafi préside la prière du vendredi, au Tchad, en la présence de Neuf chefs d'Etats africains.

5. Retour de Kadhafi dans son pays.

14-5. Visite du Président du Zambabwe en Libye et rencontre avec le colonel Kadhafi.

– Le Président Robert Mugabe exprime le soutien de son pays à la Libye.

Juin

1. Kadhafi reçoit l'envoyé spécial du Roi Fahd.
2. Kadhafi reporte sa visite officielle en Egypte suite à un attentat manqué alors qu'il se préparait à entrer en territoire égyptien.
4. La Libye évalue ses pertes provoquées par l'embargo aérien à 26 milliards de Dollars.
5. Clôture des travaux de la haute Commission Egypto-libyenne.
13. Tripoli nie toute tentative d'assassinat du colonel Kadhafi.

Juillet

2. Le Maroc demande la participation de la Libye au partenariat avec l'Europe.
– Gueddafeddem est nommé coordinateur des relations Egypto-libyennes.
3. Des accords de coopération économique et sécuritaire sont signés entre la Libye et le Maroc.
8. Lewis Farakhan en visite officielle en Libye.

Août

7. Esmet Abdelmajid en visite officielle en libye.
– La Grande Bretagne nie l'implication de ses services spéciaux dans la tentative d'assassinat de Kadhafi.
11. Un mouvement islamiste revendique des attaques contre les forces de sécurité.
17. Le Président Ben Ali en visite officielle en Libye.

Octobre

6. Une équipe d'experts libyens en visite à New York pour étudier les garanties présentées par les N.U.
20. Kadhafi en visite officielle à la ville de Gabès en Tunisie.
21. La Tunisie affirme son appui à la Libye.

Novembre

2. Réunion des Comités populaires.

Décembre

2. Kadhafi reçoit une délégation populaire marocaine.
3. Kadhafi s'oppose catégoriquement à l'intervention du Conseil de Sécurité dans l'affaire de Lockerbie.
4. Kadhafi rencontre Koffi anane le secrétaire général de N.U à Syrtes.
5. La Libye affirme l'évolution de l'affaire Lockerbie vers une solution pacifique.
– Le Président Burnakabé en visite officielle en Libye.